

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Christian Grétry, *Président* ;
Didier Gosuin, *Bourgmestre* ;
Sophie de Vos, Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey, Didier Molders, *Échevin·e·s* ;
Isabelle Désir, Christophe Magdalijs, Jean-Claude Vitoux, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu Pillois, François Lebovy, Carinne Lenoir, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Lieve Jorens, *Échevin·e* ;
Véronique Artus, Valérie Cops, Jeremy Van Gorp, Nathalie Wyns, *Conseillers communaux*.

Séance du 24.02.22

#Objet : Questions orales de Madame Carinne Lenoir (DéFI) et de Madame Martine Maelschalck (MR-Open VLD) à propos de l'ouverture d'un centre d'accueil du Samusocial pour familles sans solution d'hébergement #

Séance publique

Secrétariat**Question de Madame Carinne Lenoir (DéFI)**

Monsieur le Président,
Monsieur le Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins,
Chers Collègues,

Le nombre de sans-abri à Bruxelles est en hausse depuis de très nombreux mois. Parmi ces personnes sans logement, on retrouve beaucoup de familles. Et la situation est toujours très tendue dans les structures d'accueil.

Ces structures d'urgence ont pour vocation d'offrir un toit aux plus vulnérables, ainsi que de permettre de lancer des premières mesures d'aide psychosociale et de tenter de trouver des solutions durables pour celles et ceux qu'elles hébergent. Le manque de revenus, la perte d'un logement, suite à une perte de revenu, des revenus trop faibles pour assurer le paiement d'un loyer, la fin d'un bail locatif, ou encore des violences intrafamiliales sont les principales raisons qui poussent ces familles à se retrouver dans les rues.

C'est dans ce contexte, que nous apprenions récemment l'ouverture par le Samu social d'un nouveau centre d'accueil pour familles sans solution d'hébergement situé au 22-24 avenue de Beaulieu. Ce centre devrait ouvrir pour quelques mois selon la communication faite aux riverains. Celui-ci devrait permettre d'accueillir un maximum de 350 personnes. Une réunion d'information à destination des riverains s'est également tenue le 18 février dernier.

Si je peux comprendre les doutes et les craintes des riverains du futur centre d'accueil, n'oublions pas que les principes d'humanité ne sont pas négociables. Nous nous devons d'accueillir dignement ces personnes vulnérables. C'est une question de valeurs et ce sont les miennes, celles de mon parti et de ma commune.

Cependant, j'ai un certain nombre de questions sur le sujet :

- Pourriez-vous nous exposer plus concrètement le projet dont il est question ici. Qu'est-il exactement prévu comme accueil et encadrement des futures familles hébergées ?
- La commune d'Auderghem a-t-elle été concertée en amont de la décision d'implémentation du futur centre d'accueil ?

- La commune a-t-elle été associée à la réflexion sur l'affectation du lieu ? Vu le passage d'un immeuble de bureaux à un immeuble d'accueil de familles, un permis d'urbanisme n'est-il pas requis ? Cela impliquerait une enquête publique et l'avis d'une commission de concertation.
- Comment se fait-il que les riverains aient été informés si tardivement ? Une réunion d'information le 18 février pour une ouverture du centre le 21 laisse très peu de temps pour les riverains de se sentir impliqués.
- Quel sera l'impact sur les différents services communaux ?
- La commune d'Auderghem devra-t-elle intervenir financièrement et/ou humainement dans la gestion du centre ?
- Des interactions entre les riverains, le tissu associatif de la commune et les jeunes hébergés au sein du centre sont-elles prévues ou possibles ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Carinne Lenoir

Conseillère communale

Question de Madame Martine Maelschalck (MR-OpenVLD)

Monsieur le Président,

Monsieur le Bourgmestre,

Chers Collègues,

Le Samusocial de Bruxelles a décidé d'ouvrir, le 21 février, un centre d'accueil pour familles sans solution d'hébergement dans un bâtiment inoccupé au 22-24 avenue de Beaulieu. Certains riverains, mais de manière très restrictive puisqu'il s'agit uniquement des voisins directs (pas même tous les résidents de la rue concernée), ont été informés par un toutes-boîtes, le 8 février, de l'installation de ce centre deux semaines plus tard. Une réunion d'information était organisée en fin de journée le 18 février, soit le dernier jour ouvrable avant l'ouverture effective du centre.

Nous sommes pleinement conscients que les personnes précarisées doivent pouvoir bénéficier d'une solution d'hébergement. Mais nous nous posons – une fois de plus – des questions sur la précipitation avec laquelle la décision semble avoir été prise, et surtout sur la communication avec les riverains. Une fois de plus, l'impression qui prévaut est que les responsables de cette décision savaient qu'ils risquaient d'être mal accueillis et avaient décidé sciemment de mettre les citoyens devant le fait accompli.

Une information en temps utile permettrait pourtant de mener un débat plus serein et d'essayer d'organiser le vivre-ensemble dans le quartier, vivre-ensemble qui, avec l'arrivée de 350 personnes dans un seul immeuble, sera forcément à construire.

Nos questions sont les suivantes:

- Quand, comment et par qui le Collège a-t-il été informé de l'installation de ce centre avenue de Beaulieu ?
- Quelle a été votre réaction/action vis-à-vis du Samusocial d'une part, des riverains d'autre part ?
- Si, comme nous l'avons entendu lors de la réunion d'information, le Collège était au courant du projet depuis le mois de décembre, pourquoi ne pas avoir informé les riverains de votre propre initiative ? Au contraire, Monsieur le Bourgmestre a répondu à des riverains, je cite, que la commune a été « informée très tardivement » et a reçu les détails de l'opération « fin janvier ». Depuis cette date, il faut croire que vous avez fait diligence, puisque deux réunions avec toutes les instances concernées ont déjà eu lieu.
- Que prévoit la commune au niveau :
 - des services collectifs (écoles, transports, ...)
 - de la sérénité et de la sécurité du quartier – la police est-elle également impliquée dans ce projet ?
 - de la collaboration avec la STIB pour assurer la sécurité dans la station de métro Beaulieu et sur l'esplanade ?
- Quelles sont les conséquences financières de cette occupation pour la commune ?

- Si nous ne nous trompons pas, le PAD prévoit le remplacement de cet immeuble par un autre bâtiment dévolu au logement? Pouvez-vous confirmer cela ?
- L'immeuble qui accueillera le centre était jusqu'il y a peu, propriété de la Commission européenne. On peut donc craindre que la politique du fait accompli ne soit également pratiquée pour les autres immeubles abandonnés par la Commission européenne. N'avez-vous toujours pas plus d'information sur l'usage qui sera fait des autres bâtiments de l'avenue de Beaulieu (à l'exception du bâtiment du bas de la rue) ?
- Quelles mesures envisagez-vous de prendre pour ne plus vous retrouver (et les riverains par la même occasion) devant le fait accompli ?

Nous vous remercions.

Martine Maelschalck, conseillère communale MR-Open VLD

Réponse de Monsieur Didier Gosuin, Bourgmestre

Mesdames les conseillères,

Je souhaiterais en premier lieu recontextualiser l'ouverture du centre d'accueil du Samusocial sur notre commune et la communication entourant celle-ci. Je tiens à préciser que la commune d'Auderghem n'est en rien responsable dans la gestion du Samusocial et de sa communication ni dans la politique d'ouverture de centre sur le territoire de la Région bruxelloise. Il s'agit là d'une compétence du Gouvernement bruxellois et de l'ASBL. La commune n'a donc pris aucune décision et ne pouvait pas le faire quant à l'ouverture proprement dite.

Une fois cela dit, nous devons également constater que le nombre de sans-abri à Bruxelles est en hausse depuis de très nombreux mois. Parmi ces personnes sans logement, on retrouve beaucoup de familles. Et la situation est toujours très tendue dans les structures d'accueil. En effet, on recense +/- 5.000 personnes sans-abris à Bruxelles pour une capacité d'accueil de près de 1.000 places.

C'est dans ce contexte que, par un mail très général envoyé le jeudi 30 décembre 2021, le Samusocial a demandé une réunion avec la commune. Je vous laisse juge de la teneur du mail en le citant : « Dans l'optique de l'utilisation d'espaces de bureaux en un site d'hébergement pour personnes sans abri sur votre commune, nous aurions aimé organiser une réunion avec vous et vos services afin de discuter de ce projet en construction. »

C'est finalement lors d'une réunion du 21 janvier 2022 que nous avons appris l'ampleur du projet, sa localisation et l'esquisse d'un calendrier. C'est également lors de cette réunion que nous avons appris la décision de plusieurs instances régionales de dispenser le Samusocial de son obligation de solliciter préalablement un permis d'urbanisme. A notre lecture, un permis d'urbanisme préalable était nécessaire. Nous l'avons directement signalé au Samusocial ainsi que la nécessité de prendre le temps pendant l'enquête publique pour mettre en place un processus de concertation avec le quartier et travailler à la collaboration avec nos services.

Nous avons dès lors consulté un avocat spécialisé en urbanisme en urgence pour étayer notre point de vue et nous avons transmis son analyse au Samusocial, au Secrétaire d'Etat à l'Urbanisme et à Urban Brussels. Ces derniers se sont bornés, quelques jours après avoir reçu l'analyse de l'avocat de la commune, à adopter une décision expresse de dispense de permis d'urbanisme début février. Cette dispense vaut pour une période de 3 mois et ne peut être renouvelée. Un permis d'urbanisme devra donc être introduit en bonne et due forme et une enquête publique sera donc organisée. Trop tard à notre avis vu que le centre aura déjà ouvert et qu'il a signé un bail de 2 ans avec le propriétaire du bâtiment.

Il est donc apparu très clairement et avec l'appui des autorités régionales que le Samusocial allait mettre le quartier devant le fait accompli et que, de surcroît, les familles sans abris allaient déménager les 21 et 22 février. Nous nous sommes donc attelés à gérer au plus vite les conséquences de l'implantation.

Le Secrétaire communal a été chargé de mettre sur pied une task force regroupant les services communaux dont ceux de la Prévention, l'Enseignement, la Petite Enfance et la police locale et d'établir un canal d'information constant avec le CPAS. L'objectif était de dimensionner et d'adapter les services communaux à cette infrastructure.

Nous avons reçu mi-février les informations sur le profil des familles sans-abris et la Prévention via notamment ses éducateurs de rue et son école de devoirs, l'Enseignement et la Petite Enfance ont pris leurs dispositions pour se coordonner avec les référents du Samu afin de déterminer ce que nous sommes susceptibles d'offrir aux familles et ce que nous souhaiterions également comme encadrement in situ (une

halte-garderie par exemple).

La police comme les gardiens de la paix sont impliqués et adapteront leurs missions dans le quartier comme nous l'avons fait lors de l'ouverture du centre Fedasil et avec un certain succès. La police locale s'est concertée avec leurs collègues de la police de Bruxelles – Ixelles ayant encadré l'hôtel Président d'où viennent les familles du centre. La police est également impliquée dans la protection de certaines familles sans-abris car il y a beaucoup de mères avec enfants devenues sans logis à cause de violence conjugales. La cellule de la police Violences Intra Familiale a donc été mobilisée.

Les familles sans-abris ont un profil totalement différent des SDFs isolés, qui sont le plus souvent des hommes. Les informations émanant de la police de la Ville de Bruxelles révèlent qu'il n'y a eu aucun incident ni problème posés par les familles sans abris.

Le Samusocial se concerta avec la STIB et, quel que soit ce que l'on pense de sa façon d'agir, cela reste une organisation qui est devenue très professionnelle et encadrante.

En ce qui concerne les interactions avec les riverains et le tissu associatif, le Samusocial travaille majoritairement avec des asbl et du personnel spécialisés dans l'accueil de ces familles sans-abris. Il communiquera, si nécessaire, des appels aux dons ou des moments d'interaction avec le quartier en temps voulu.

La perte de taxe sur les bureaux est connue (+/- 94.000 euros). Le coût résultant d'une hausse des interventions sociales du CPAS n'est pas chiffrable pour l'instant. Nous savons simplement que la Cocom subventionnera 1 ETP et demi.

Par rapport à votre question sur le futur des autres bâtiments de bureau de l'Avenue de Beaulieu, je me dois de rectifier vos propos. L'immeuble ici en question n'appartient pas à la Commission Européenne. Elle en était locataire tout comme le bâtiment dans le bas de l'Avenue. Elle est par contre propriétaire des autres bâtiments et continue de les occuper. Il n'y a donc pas d'autres immeubles abandonnées comme vous dites Avenue de Beaulieu.

Pour clôturer, à partir du moment où, comme vous le dites « une fois de plus, un pouvoir supérieur la Région en l'occurrence et le Fédéral pour le centre Fedasil, sciemment, foulent au pied les règles qu'ils édictent, la commune est démunie et ne peut donc que s'adapter à cette situation de non droit pour minimiser les conséquences pour les riverains et faire en sorte que le public fragilisé accueilli n'en supporte pas les conséquences. Si je peux comprendre les doutes et les craintes des riverains du centre d'accueil et partager comme eux les critiques devant la politique du fait accompli dangereux pour l'avenir de la démocratie, n'oublions pas que les principes d'humanité ne sont pas négociables. Nous nous devons d'accueillir dignement ces personnes vulnérables.

Je vous remercie.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Christian Grétry

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 07 mars 2022

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Didier Gosuin

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Christian Grétry, *Voorzitter* ;
Didier Gosuin, *Burgemeester* ;
Sophie de Vos, Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey, Didier Molders, *Schepenen* ;
Isabelle Désir, Christophe Magdalijs, Jean-Claude Vitoux, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu Pillois, François Lebovy, Carinne Lenoir, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Lieve Jorens, *Schepen* ;
Véronique Artus, Valérie Cops, Jeremy Van Gorp, Nathalie Wyns, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 24.02.22

#Onderwerp : Mondelinge vragen van mevrouw Carinne Lenoir (DéFI) en mevrouw Martine Maelschalck (MR-Open VLD) over de opening van het opvangcentrum van Samusocial #

Openbare zitting

Secretariaat**• Mondelinge vraag van mevrouw Carinne Lenoir (DéFI)**

Mijnheer de voorzitter,
Mijnheer de burgemeester,
Dames en heren schepenen,
Waarde collega's,

Het aantal daklozen in Brussel stijgt al een heel aantal maanden. Onder deze daklozen bevinden zich veel gezinnen. En de situatie is nog steeds erg gespannen in de opvangvoorzieningen.

Het doel van deze noodstructuren is onderdak te bieden aan de meest kwetsbaren, een eerste aanzet te geven tot psychosociale steun en te trachten duurzame oplossingen te vinden voor degenen die er zijn ondergebracht. Het gebrek aan een inkomen, verlies van huisvesting door inkomensverlies, een inkomen dat te laag is om de huur te betalen, de beëindiging van een huurcontract of intrafamiliaal geweld zijn de voornaamste redenen waarom deze gezinnen op straat belanden.

In deze context hebben wij onlangs kennis genomen van de opening van een nieuw opvangcentrum door Samusocial voor gezinnen zonder verblijfplaats aan de Beaulieulaan 22-24. Dit centrum zou gedurende enkele maanden geopend zijn volgens de mededeling die de buurtbewoners hebben ontvangen. Het moet plaats bieden aan maximaal 350 mensen. Op 18 februari werd ook een informatiebijeenkomst voor de buurtbewoners gehouden.

Hoewel ik begrip kan opbrengen voor de twijfels en angsten van de buurtbewoners van het toekomstige opvangcentrum, mogen wij niet vergeten dat over de beginselen van menselijkheid geen discussie mogelijk is. We moeten deze kwetsbare mensen op een waardige manier opvangen. Dat is een kwestie van waarden, en die zijn de mijne, die van mijn partij en van mijn gemeente.

Niettemin heb ik een aantal vragen over dit onderwerp:

- Kunt u ons een meer concrete beschrijving geven van het project waarvan sprake? Wat is er precies gepland voor de opvang en de begeleiding van de toekomstige opgevangen gezinnen?
- Werd de gemeente Oudergem geraadpleegd vóór de beslissing inzake de vestiging van het toekomstige opvangcentrum?

- Is de gemeente betrokken geweest bij de denkoefening over de bestemming van de site? Is er geen stedenbouwkundige vergunning vereist, gezien een kantoorgebouw wordt omgevormd tot een gebouw voor de opvang van gezinnen? Dit zou een openbaar onderzoek en het advies van een overlegcomité inhouden.
- Hoe komt het dat de buurtbewoners zo laat zijn ingelicht? Een informatiebijeenkomst op 18 februari voor de opening van het centrum op 21 februari laat erg weinig tijd over voor de buurtbewoners om zich betrokken te voelen.
- Wat zijn de gevolgen voor de verschillende gemeentediensten?
- Moet de gemeente Oudergem financieel en/of met menselijke middelen tussenkomen in het beheer van het centrum?
- Zijn er interacties gepland of mogelijk tussen de buurtbewoners, het verenigingsleven van de gemeente en de jongeren die in het centrum worden gehuisvest?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Carinne Lenoir

Gemeenteraadslid

• **Mondelinge vraag van mevrouw Martine Maelschalck (MR-OpenVLD)**

Mijnheer de voorzitter,

Mijnheer de burgemeester,

Waarde collega's,

Samusocial Brussel heeft besloten om op 21 februari een opvangcentrum voor gezinnen zonder verblijfplaats te openen in een leegstaand gebouw aan de Beaulieulaan 22-24. Sommige buurtbewoners, maar in zeer beperkte mate aangezien het uitsluitend directe omwonenden betreft (niet eens alle bewoners van de desbetreffende straat), werden op 8 februari via een huis-aan-huisbedeling op de hoogte gebracht dat het centrum er twee weken later zou worden gevestigd. Op 18 februari, de laatste werkdag vóór de eigenlijke opening van het centrum, werd op het einde van de dag een informatiebijeenkomst gehouden.

Wij zijn ons er ten volle van bewust dat kansarme personen toegang tot huisvesting moeten hebben. Maar wij stellen ons - eens te meer - vragen bij de haast waarmee de beslissing lijkt te zijn genomen, en vooral over de communicatie hierover met de buurtbewoners. Eens te meer overheerst de indruk dat de verantwoordelijken over deze beslissing op de hoogte waren dat dit waarschijnlijk niet goed zou worden ontvangen, en dat zij er bewust voor hebben gekozen de burgers voor een voldongen feit te stellen.

Bij tijdige informatieverstrekking zou daarentegen een serener debat mogelijk zijn, en zou kunnen worden getracht het samenleven in de wijk te organiseren. Dit samenleven zal met de komst van 350 mensen in één enkel gebouw noodzakelijkerwijs moeten worden opgebouwd.

Onze vragen zijn de volgende:

- Wanneer, hoe en door wie werd het college in kennis gesteld van de vestiging van dit centrum aan de Beaulieulaan?
- Wat was uw reactie / welke actie hebt u ondernomen jegens Samusocial enerzijds, en de buurtbewoners anderzijds?
- Als het college al sinds december op de hoogte was van het project, zoals wij op de informatiebijeenkomst hebben vernomen, waarom hebt u de buurtbewoners dan niet op eigen initiatief ingelicht? In de plaats daarvan heeft de burgemeester de buurtbewoners geantwoord dat de gemeente "zeer laat op de hoogte was gebracht" en de details van de operatie pas "eind januari" had ontvangen. Vanaf die dag hebt u blijkbaar zorgvuldig gehandeld, want er hebben al twee vergaderingen met alle betrokken instanties plaatsgevonden.
- Wat is de gemeente van plan te ondernemen op de volgende gebieden:
 - • openbare diensten (scholen, vervoer, enz.)?
 - • de sereniteit en veiligheid in de wijk - is de politie ook betrokken bij dit project?
 - • de samenwerking met de MIVB om de veiligheid in het metrostation Beaulieu en op de

esplanade te verzekeren?

- Wat zijn de financiële gevolgen van deze ingebruikneming voor de gemeente?
- Als wij ons niet vergissen, voorziet het RPA in de vervanging van dit gebouw door een ander gebouw dat bestemd is voor huisvesting? Kunt u dat bevestigen?
- Het gebouw waarin het centrum wordt ondergebracht was tot voor kort eigendom van de Europese Commissie. Het valt dan ook te vrezen dat het beleid van voldongen feiten ook zal worden toegepast voor de andere gebouwen die door de Europese Commissie zijn verlaten. Hebt u nog steeds geen informatie over het gebruik dat zal worden gemaakt van de andere gebouwen aan de Beaulieuiaan (met uitzondering van het gebouw onderaan de straat)?
- Welke maatregelen denkt u te nemen om uzelf (en de buurtbewoners) niet langer voor voldongen feiten te stellen?

Wij danken u.

Jeremy Van Gorp en Martine Maelschalck, gemeenteraadsleden voor MR-Open VLD

• **Antwoord van de heer Didier Gosuin, burgemeester:**

Geachte mevrouwen gemeenteraadsleden,

Ik zou eerst de context van de opening van het opvangcentrum van Samusocial in onze gemeente en de communicatie daaromtrent opnieuw willen schetsen. Ik wil duidelijk stellen dat de gemeente Oudergem geenszins verantwoordelijk is voor het beheer van Samusocial en haar communicatie, noch voor het beleid om centra te openen op het grondgebied van het Brussels Gewest. Dit is een bevoegdheid van de Brusselse regering en de vzw. De gemeente heeft geen beslissing genomen over de opening zelf, en kon dat ook niet doen.

Dit gezegd zijnde, stellen we ook vast dat het aantal daklozen in Brussel al een heel aantal maanden aan het stijgen is. Onder deze daklozen bevinden zich veel gezinnen. En de situatie is nog steeds erg gespannen in de opvangvoorzieningen. In Brussel zijn er immers ongeveer 5.000 daklozen voor een opvangcapaciteit van bijna 1.000 plaatsen.

Het is in deze context dat Samusocial in een zeer algemene e-mail op donderdag 30 december 2021 heeft verzocht om een bijeenkomst met de gemeente. Ik laat u de inhoud van de e-mail beoordelen door hem te citeren: "Met het oog op het gebruik van kantoorruimte als opvangvoorziening voor daklozen in uw gemeente, hadden wij graag een bijeenkomst met u en uw diensten georganiseerd om dit project in ontwikkeling te bespreken."

Het was uiteindelijk tijdens een bijeenkomst op 21 januari 2022 dat wij de draagwijdte van het project, de locatie en de grote lijnen van een tijdschema te horen hebben kregen. Het was ook op deze bijeenkomst dat wij de beslissing van verschillende gewestelijke instanties vernamen om Samusocial vrij te stellen van de verplichting om vooraf een stedenbouwkundige vergunning aan te vragen. Volgens onze lezing was een voorafgaande stedenbouwkundige vergunning vereist. Wij hebben Samusocial hier onmiddellijk op gewezen, evenals op de noodzaak om tijdens het openbaar onderzoek de tijd te nemen om een procedure voor overleg met de wijk op gang te brengen en te werken aan samenwerking met onze diensten.

Daarom hebben wij met spoed een advocaat geraadpleegd die is gespecialiseerd in stedenbouw om ons standpunt te onderbouwen, en hebben wij zijn analyse toegezonden aan Samusocial, aan de staatssecretaris belast met Stedenbouw en aan Urban Brussels. Deze laatste hebben enkele dagen na ontvangst van de analyse van de advocaat van de gemeente, begin februari alleen een uitdrukkelijke beslissing genomen om van de stedenbouwkundige vergunning af te zien. Deze vrijstelling geldt voor een periode van drie maanden en kan niet worden verlengd. Er zal dus tijdig en naar behoren een stedenbouwkundige vergunning moeten worden ingediend, en er zal een openbaar onderzoek worden georganiseerd. Naar onze mening te laat, aangezien het centrum reeds geopend zal zijn, en er een tweejarig huurcontract met de eigenaar van het gebouw zal zijn ondertekend.

Het is zeer duidelijk gebleken dat, met de steun van de gewestelijke overheden, Samusocial de wijk voor een voldongen feit zou stellen en dat de dakloze gezinnen op 21 en 22 februari zouden verhuizen. Daarom zijn wij begonnen de gevolgen van de vestiging zo snel mogelijk te beheren.

De gemeentesecretaris werd verzocht een taskforce op te richten waarin de gemeentediensten worden samengebracht, onder meer Preventie, Onderwijs, Kinderopvang en Plaatselijke politie, en een permanent

informatiekanaal met het OCMW tot stand te brengen. Het doel was de gemeentediensten op te waarderen en deze aan te passen aan deze infrastructuur.

Half februari hebben wij informatie ontvangen over het profiel van de dakloze gezinnen en Preventie, met name via de straathoekwerkers en de huiswerkschool, Onderwijs en Kinderopvang hebben stappen ondernomen om met de referentiepersonen van Samusocial af te stemmen wat wij de gezinnen kunnen bieden en wat wij wensen met betrekking tot de begeleiding ter plaatse (een kinderdagverblijf bijvoorbeeld). Zowel de politie als de gemeenschapswachten zijn hierbij betrokken en zullen hun opdrachten in de wijk aanpassen, zoals wij hebben gedaan toen het Fedasil-centrum werd geopend, met enig succes. De plaatselijke politie heeft contact opgenomen met haar collega's van de politie Brussel - Elsene, die toezicht hielden op het President Hotel waar de gezinnen in het centrum vandaan kwamen. De politie is ook betrokken bij de bescherming van sommige dakloze gezinnen, want er zijn veel moeders met kinderen die dakloos zijn geworden als gevolg van huiselijk geweld. De cel Intrafamiliaal geweld van de politie werd daarom gemobiliseerd werd dus ingeroepen.

Dakloze gezinnen hebben een heel ander profiel dan alleenstaande daklozen, die meestal mannen zijn. Uit informatie van de politie van de stad Brussel blijkt dat er zich geen incidenten of problemen hebben voorgedaan die door de dakloze gezinnen zijn veroorzaakt.

Samusocial overlegt met de MIVB en, wat men ook van haar manier van optreden vindt, het blijft een organisatie die zeer professioneel en ondersteunend is geworden.

Wat de interactie met de buurtbewoners en verenigingen betreft, werkt Samusocial hoofdzakelijk met vzw's en personeel dat gespecialiseerd is in de opvang van deze dakloze gezinnen. Zij zal, indien nodig en te gelegener tijd, oproepen tot schenkingen of overlegmomenten met de wijk meedelen.

Het verlies aan kantoorbelasting is bekend (+/- 94.000 euro). De kosten die het gevolg zijn van een toename van de sociale interventies door het OCMW kunnen op dit moment niet becijferd worden. We weten alleen dat de GGC 1,5 VTE zal subsidiëren.

Wat uw vraag over de toekomst van de andere kantoorgebouwen aan de Beaulieuulaan betreft, moet ik uw verklaring corrigeren. Het gebouw in kwestie is geen eigendom van de Europese Commissie. Zij was een huurder, net als voor het gebouw onderaan de straat. Zij is daarentegen wel eigenaar van de andere gebouwen en blijft deze in gebruik houden. Dus er zijn geen andere verlaten gebouwen zoals u zegt op de Beaulieuulaan.

Kortom, vanaf het moment dat, zoals u zegt, "eens te meer een hoger bestuursniveau, in dit geval het Gewest en de federale regering voor het Fedasil-centrum, bewust de door hen vastgestelde regels met voeten treedt, staat de gemeente machteloos en kan zij zich alleen maar aanpassen aan deze situatie van wetteloosheid om de gevolgen voor de buurtbewoners zoveel mogelijk te beperken en ervoor te zorgen dat de opgevangen kwetsbare doelgroep niet de dupe wordt van de gevolgen. Hoewel ik begrip kan opbrengen voor de twijfels en angsten van de buurtbewoners van het opvangcentrum en hun kritiek deel op het beleid van voldongen feiten dat de toekomst van de democratie in gevaar brengt, mogen wij niet vergeten dat over de beginselen van menselijkheid geen discussie mogelijk is. We moeten deze kwetsbare mensen op een waardige manier opvangen.

Ik dank u.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Christian Grétry

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 07 maart 2022

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Didier Gosuin

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEN**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Christian Grétry, *Président* ;
Didier Gosuin, *Bourgmestre* ;
Sophie de Vos, Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey, Didier Molders, *Échevin·e·s* ;
Isabelle Désir, Christophe Magdalijs, Jean-Claude Vitoux, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu Pillois, François Lebovy, Carinne Lenoir, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Lieve Jorens, *Échevin·e* ;
Véronique Artus, Valérie Cops, Jeremy Van Gorp, Nathalie Wyns, *Conseillers communaux*.

Séance du 24.02.22

#Objet : Question orale de Madame Martine Maelschalck (MR-Open VLD) à propos des trottinettes en libre-service #

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Monsieur le Bourgmestre,
Chers Collègues,

Le stationnement sauvage de trottinettes ou de vélos en libre-service reste un problème pour les autres usagers de la voie publique, qu'il s'agisse des piétons, des personnes à mobilité réduite et même, dans certains cas, des automobilistes.

Après une première tentative « minimaliste » de répertorier les zones où ce parking pourrait être interdit, la Région bruxelloise poursuit ses démarches pour lutter contre ces nuisances. Cette fois, il s'agit d'une proposition d'ordonnance déposée au Parlement bruxellois. Le texte prévoit trois régimes de stationnement différents possibles : l'interdiction totale, la liberté et la réglementation. Dans le cas de la réglementation, le stationnement serait limité à certaines zones précises (drop zones).

Nos questions sont les suivantes:

- La commune d'Auderghem a-t-elle l'intention d'opter pour une formule de réglementation ?
- Si oui :
 - sur l'ensemble de la commune ou sur certains axes ?
 - comment seraient disposées les drop zones ? Sur des emplacements de stationnement actuellement réservés aux voitures et autres engins motorisés ?
 - est-ce que la réglementation impliquerait également les vélos partagés ?
- Si non, quelle formule serait retenue et pourquoi ?

Nous vous remercions.

Jeremy Van Gorp et Martine Maelschalck, conseillers communaux MR-Open VLD

Réponse de Madame Sophie de Vos, Échevine

Madame la conseillère,

Notre règlement général de police (article 55 §§ 1 et 8 et 56) nous permet d'appréhender le phénomène que vous décrivez dans votre question. La commune d'Auderghem n'hésite par ailleurs pas à taxer les opérateurs

qui contreviendraient à notre RGP. La commune a également des contacts directement avec les opérateurs pour résoudre différents problèmes liés à cet outil de micro-mobilité.

La proposition d'ordonnance que vous citez n'a pas encore été discutée au sein du Parlement et fait encore l'objet de différentes consultations dont celle de Brulocalis vu l'impact sur les communes. Une fois l'ordonnance adoptée par le Parlement, nous l'analyserons et travaillerons sur son application sur notre territoire.

Je tiens également à souligner que si certaines communes (Etterbeek, Uccle, BSA) ont multiplié les coups de com sur des réglementations spécifiques sur les trottinettes, elles ne sont pas suivies d'actions quotidiennes. Je prends pour exemple Etterbeek qui n'a jamais appliqué son ordonnance de police. Celle-ci n'a en effet donné lieu jusqu'en décembre de l'année dernière à aucun PV d'infraction ni a fortiori à une quelconque amende administrative.

Je vous remercie.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Christian Grétry

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 07 mars 2022

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Didier Gosuin

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Christian Grétry, *Voorzitter* ;
Didier Gosuin, *Burgemeester* ;
Sophie de Vos, Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey, Didier Molders, *Schepenen* ;
Isabelle Désir, Christophe Magdalijs, Jean-Claude Vitoux, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu Pillois, François Lebovy, Carinne Lenoir, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Lieve Jorens, *Schepen* ;
Véronique Artus, Valérie Cops, Jeremy Van Gorp, Nathalie Wyns, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 24.02.22

#Onderwerp : Mondelinge vraag van mevrouw Martine Maelschalck (MR-Open VLD) over steps in zelfbediening #

Openbare zitting

Secretariaat

Mijnheer de voorzitter,
Mijnheer de burgemeester,
Waarde collega's,

Het wildparkeren van steps of fietsen in zelfbediening blijft een probleem vormen voor andere gebruikers van de openbare weg, zoals voetgangers, mensen met beperkte mobiliteit en in sommige gevallen zelfs automobilisten

Na een eerste "minimalistische" poging om een lijst op te stellen van de zones waar dit parkeren verboden zou kunnen worden, zet het Brussels Gewest zijn inspanningen om deze overlast te bestrijden voort. Deze keer gaat het om een voorstel van ordonnantie dat is voorgelegd aan het Brussels Parlement. De tekst voorziet in drie verschillende mogelijke parkeerstelsels: totaalverbod, vrijheid en regulering. In het geval van regulering zou het parkeren worden beperkt tot bepaalde specifieke zones (dropzones).

Onze vragen zijn de volgende:

- Is de gemeente Oudergem van plan te kiezen voor de formule van regulering?
- Indien ja:
 - in de hele gemeente of op bepaalde assen?
 - hoe zullen de dropzones ingedeeld worden? op parkeerplaatsen die momenteel gereserveerd zijn voor auto's en andere gemotoriseerde voertuigen?
 - heeft de regulering ook betrekking op deelfietsen?
- Zo niet, welke formule zou dan worden gekozen en waarom?

Wij danken u.

Jeremy Van Gorp en Martine Maelschalck, gemeenteraadsleden voor MR-Open VLD

Antwoord van mevrouw Sophie de Vos, schepen:

Geachte mevrouw gemeenteraadslid,

Dankzij ons algemeen politiereglement (artikel 55, §§ 1, artikel 8 en artikel 56) kunnen wij het verschijnsel dat u in uw vraag beschrijft begrijpen. De gemeente Oudergem aarzelt bovendien niet om exploitanten die

ons APR overtreden, te belasten. De gemeente onderhoudt ook rechtstreeks contact met de exploitanten om diverse problemen in verband met dit instrument voor micromobiliteit op te lossen.

Het door u genoemde voorstel van ordonnantie is nog niet besproken in het Parlement en is nog onderwerp van diverse raadplegingen, waaronder die van Brulocalis, gezien de gevolgen ervan voor de gemeenten. Zodra de ordonnantie door het Parlement is aangenomen, zullen wij haar analyseren en werken aan de toepassing ervan op ons grondgebied.

Ik zou er ook op willen wijzen dat sommige gemeenten (Etterbeek, Ukkel, SAB) weliswaar meer richtbaarheid hebben gegeven aan specifieke voorschriften voor steps, maar dat deze niet worden opgevolgd door dagelijkse acties. Ik neem als voorbeeld Etterbeek, waar de politieverordening nooit werd toegepast. Tot en met december vorig jaar heeft dit niet geleid tot een pv van overtreding of, a fortiori, tot een administratieve boete.

Ik dank u.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Christian Grétry

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 07 maart 2022

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Didier Gosuin

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Christian Grétry, *Président* ;
Didier Gosuin, *Bourgmestre* ;
Sophie de Vos, Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey, Didier Molders, *Échevin·e·s* ;
Isabelle Désir, Christophe Magdalijns, Jean-Claude Vitoux, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu Pillois, François Lebovy, Carinne Lenoir, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Lieve Jorens, *Échevin·e* ;
Véronique Artus, Valérie Cops, Jeremy Van Gorp, Nathalie Wyns, *Conseillers communaux*.

Séance du 24.02.22

#Objet : Question orale de Madame Martine Maelschalck (MR-Open VLD) à propos du droit de préemption généralisé #

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Monsieur le Bourgmestre,
Chers Collègues,

Le gouvernement bruxellois a annoncé qu'il entendait mettre en œuvre un droit de préemption généralisé à l'ensemble du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale. Cela signifie que les pouvoirs publics (la Région bruxelloise, la Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale, Citydev, la Société d'Aménagement Urbain, et les 19 communes) auraient la possibilité d'acquérir prioritairement les biens immobiliers mis en vente par des propriétaires privés partout dans la capitale. Ce droit de préemption porterait sur les immeubles dont la superficie est supérieure à 750 m² et les terrains non bâtis ou partiellement bâtis de plus de 500 m². Ces biens seraient acquis au prix et aux conditions fixées entre les parties dans un compromis de vente.

Certes, le projet n'a encore été discuté qu'en première lecture et fera probablement l'objet de modifications. Mais, outre le problème idéologique que soulève, à nos yeux, une telle démonstration d'interventionnisme étatique dans des transactions privées, il nous semble que les communes peuvent déjà se poser certaines questions.

Nos questions sont donc les suivantes:

- A Auderghem, avez-vous une idée de combien de biens (nombre, superficie totale) seraient potentiellement visés par la mesure ?
- Au cas où les pouvoirs publics régionaux rachètent un immeuble situé sur la commune, le Collège en serait-il informé ? Aurait-il un droit de regard sur l'affectation du bien ?
- Les immeubles abandonnés par la Commission européenne pourraient-ils être concernés ?
- Le cas échéant, et puisque les communes figurent parmi les titulaires du droit de préemption, Auderghem serait-elle intéressée par certains biens ? Si oui, lesquels ?

Nous vous remercions.

Jeremy Van Gorp et Martine Maelschalck, conseillers communaux MR-Open VLD

Réponse de Monsieur Alain Lefebvre, Échevin

Madame la conseillère,

Le Gouvernement bruxellois a en effet marqué son intention de mettre en œuvre un droit de préemption généralisé sur l'ensemble du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale en adoptant en 1^{ère} lecture un avant-projet d'ordonnance. Celui-ci est actuellement soumis à consultation avant d'être soumis à l'avis de la section législation du Conseil d'Etat. Le texte pourra donc connaître encore de nombreuses modifications.

A ce jour, la commune d'Auderghem n'a pas connaissance des dispositions gouvernementales et n'a pas été consulté par la Région. Je ne peux donc répondre à vos différentes questions. Ces questions devraient être posées au niveau du Parlement régional.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Christian Grétry

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 07 mars 2022

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Didier Gosuin

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Christian Grétry, *Voorzitter* ;
Didier Gosuin, *Burgemeester* ;
Sophie de Vos, Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey, Didier Molders, *Schepenen* ;
Isabelle Désir, Christophe Magdalijs, Jean-Claude Vitoux, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu Pillois, François Lebovy, Carinne Lenoir, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Lieve Jorens, *Schepen* ;
Véronique Artus, Valérie Cops, Jeremy Van Gorp, Nathalie Wyns, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 24.02.22

#Onderwerp : Mondelinge vraag van mevrouw Martine Maelschalck (MR-Open VLD) over het voorkeurecht #

Openbare zitting

Secretariaat

Mijnheer de voorzitter,
Mijnheer de burgemeester,
Waarde collega's,

De Brusselse regering heeft aangekondigd dat zij van plan is een algemeen voorkeurecht in te voeren op het hele grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Dit betekent dat de overheden (het Brussels Gewest, de huisvestingsmaatschappij van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Citydev, de Maatschappij voor Stedelijke Inrichting, en de 19 gemeenten) de mogelijkheid zouden krijgen om bij voorrang de onroerende goederen te verwerven die door particuliere eigenaars in de hele hoofdstad te koop worden aangeboden. Dit voorkeurecht zou gelden voor gebouwen met een oppervlakte van meer dan 750 m² en voor onbebouwde of gedeeltelijk onbebouwde terreinen van meer dan 500 m². Deze onroerende goederen zouden worden verworven tegen de prijs en onder de voorwaarden die tussen de partijen in een verkoopovereenkomst zijn vastgelegd.

Uiteraard is het ontwerp pas in eerste lezing besproken en zal het waarschijnlijk nog worden gewijzigd. Afgezien van het ideologische probleem dat een dergelijke uiting van overheidsinmenging in particuliere transacties naar onze mening met zich meebrengt, lijkt het ons dat de gemeenten zich nu reeds bepaalde vragen kunnen stellen.

Vandaar de volgende vragen:

- Hebt u in Oudergem een idee van het aantal onroerende goederen (aantal, totale oppervlakte) dat potentieel onder de maatregel valt?
- Als de gewestelijke overheden een gebouw in de gemeente kopen, wordt het college dan op de hoogte gebracht? Heeft het dan een recht van controle op de bestemming van het goed?
- Kunnen de gebouwen die door de Europese Commissie zijn verlaten hier ook onder vallen?
- Zo ja, en aangezien de gemeenten behoren tot de houders van het voorkeurecht, zou Oudergem dan belangstelling hebben voor bepaalde onroerende goederen? Zo ja, welke?

Wij danken u.

Jeremy Van Gorp en Martine Maelschalck, gemeenteraadsleden voor MR-Open VLD

Antwoord van de heer Alain Lefebvre, schepen:

Geachte mevrouw gemeenteraadslid,

De Brusselse regering heeft inderdaad aangekondigd dat zij van plan is een algemeen voorkeurecht in te voeren op het hele grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, door in eerste lezing een voorontwerp van ordonnantie goed te keuren. Hierover vindt momenteel overleg plaats voordat het voor advies wordt voorgelegd aan de afdeling Wetgeving van de Raad van State. De tekst kan dus nog heel wat wijzigingen ondergaan.

Tot op heden is de gemeente Oudergem niet op de hoogte van de regeringsbepalingen en werd zij niet geraadpleegd door het Gewest. Dus ik kan uw diverse vragen niet beantwoorden. Deze vragen moeten worden gesteld op het niveau van het Gewestelijk Parlement.

In het verleden heeft de gemeente Oudergem een aan voorkeurecht onderworpen perimeter toegepast voor de renovatie van de wijk Koninklijke Jacht. Die was van kracht van 2005 tot 2012. Dit maakte het met name mogelijk om de aankoop van gebouwen door huisjesmelkers te bestrijden.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Christian Grétry

**VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 07 maart 2022**

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Didier Gosuin

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Christian Grétry, *Président* ;
Didier Gosuin, *Bourgmestre* ;
Sophie de Vos, Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey, Didier Molders, *Échevin·e·s* ;
Isabelle Désir, Christophe Magdalijs, Jean-Claude Vitoux, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu Pillois, François Lebovy, Carinne Lenoir, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Lieve Jorens, *Échevin·e* ;
Véronique Artus, Valérie Cops, Jeremy Van Gorp, Nathalie Wyns, *Conseillers communaux*.

Séance du 24.02.22

#Objet : Question orale de Mesdames Marie-Pierre Bauwens et Pauline Vermeiren (ECOLO-GROEN): qualité de l'air aux abords des écoles d'Auderghem #

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Monsieur le Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins
Chers Collègues,

Récemment, dans le cadre de la campagne de science collaborative menée par l'ASBL : « les Chercheurs d'air » en collaboration avec Bruxelles-Environnement, une étude sur la qualité de l'air aux abords des écoles bruxelloises a été réalisée.

Cette évaluation avait pour but d'identifier l'exposition des écoliers au dioxyde d'azote, un composé chimique, nocif pour la santé au-delà d'une certaine concentration, et émis à 60% par le trafic routier. L'étude s'est déroulée entre octobre 2020 et novembre 2021, dans 134 sites distincts dont 67 écoles et 2 crèches à Bruxelles.

Selon l'Organisation Mondiale de la Santé, l'OMS, les concentrations de dioxyde d'azote ne peuvent excéder 10 µg/m³. Ce seuil a malheureusement été dépassé d'une à quatre fois pour l'ensemble des établissements scolaires bruxellois malgré la diminution du trafic liée à la crise sanitaire.

En ce qui concerne les écoles auderghemoises, celles-ci n'excèdent pas plus d'une fois la concentration recommandée en dioxyde d'azote par l'OMS. Par exemple une quantité de 12,2 µg/m³ pour l'école du Blankedelle a été relevée.

Malgré le fait que ces résultats montrent des dépassements moins importants par rapport aux autres communes, ces concentrations témoignent que des efforts supplémentaires doivent être encore fournis.

Notre question est la suivante :

Quels sont les moyens mis en place pour tenter de diminuer davantage les émissions de dioxyde d'azote et d'améliorer donc la qualité de l'air proche des écoles ?

Nous vous remercions pour votre attention.

Pauline Vermeiren et Marie-Pierre Bauwens
Conseillères communales Ecolo-Groen

Réponse de Monsieur Alain Lefebvre, Madame Élise Willame et Madame Sophie de Vos, Échevins

Mesdames les conseillères,

L'ASBL "Les Chercheurs d'Air" a mené une campagne de mesure de la qualité de l'air (NO₂) pendant 12

mois (octobre 2020 - octobre 2021) avec l'aide de près de 60 Bruxellois.es et de 70 écoles (dans les cours de récréation) dont les 4 écoles communales d'Auderghem (Centre scolaire du Souverain, Centre scolaire du Blankedelle, Centre scolaire Pré des Agneaux et Centre scolaire des Maronniers) .

Tous les 4 mois, les échantillons ont été relevés par la commune et envoyés à l'ASBL qui les a transmis au laboratoire suisse "PASSAM AG" chargé de leur analyse. Bruxelles Environnement a ensuite vérifié la fiabilité des résultats et l'asbl « Les Chercheurs d'air » a rédigé le rapport résumant la campagne et ses conclusions.

Les résultats de la campagne montrent que

- 132 sites sur 134 (soit 98.5%) respectent bien la valeur limite annuelle européenne en matière de concentration en NO₂ de 40 microgrammes par m³ (µg/m³). Seuls deux sites de mesure se situant sur la petite ceinture enregistrent des concentrations dépassant cette valeur limite. Des discussions sont cependant en cours pour revoir les normes européennes à la baisse.
- les récentes (2021) recommandations de l'OMS en matière de pollution NO₂ (10µg/m³ par an) sont dépassées partout où les mesures ont été effectuées et donc aussi pour les 4 écoles communales de notre commune. Celles-ci sont toutefois fort bien classées parmi les sites les moins pollués
 - • 2ème - Centre scolaire du Blankedelle : 12,2 µg/m³
 - • 7ème - Centre scolaire du Pré des Agneaux : 13,5 µg/m³
 - • 14ème - Centre scolaire du Souverain: 15,0 µg/m³
 - • 26ème - Centre scolaire des Marronniers : 17,1 µg/m³
- Le trafic routier serait responsable de 61% des émissions de NO₂ dans la région bruxelloise. Il s'agirait donc, selon l'auteur du rapport, du secteur à dépolluer en priorité pour lutter contre ce polluant.
- Le rapport souligne le fait que, contrairement aux normes européennes, les valeurs recommandées par l'OMS en 2021 sont établies en ne prenant en compte que l'impact santé de la pollution de l'air et non la faisabilité socio-économique du respect des seuils. Seuls les sites les moins exposés aux sources de pollution tels que les sites de fond rural respectent les seuils recommandés par l'OMS.
- Il faut noter que les résultats de cette campagne ont été obtenus dans des conditions favorables pour la qualité de l'air, puisque les mesures sanitaires mises en place dans le cadre de la pandémie de COVID-19 ont fortement réduit l'activité et en particulier l'intensité du trafic routier.
- Bruxelles-Environnement écrit que pour respecter la très ambitieuse valeur recommandée par l'OMS, il faudra cependant aller au-delà des mesures prises à l'échelle de la Région bruxelloise : il est en effet indispensable de mettre en œuvre des mesures drastiques au niveau européen, voire au niveau mondial.
- L'ASBL Chercheurs d'air émet quelques recommandations:
 - • Créer une zone zéro émissions (accès réservé à des véhicules sans moteurs thermiques)
 - • Donner plus de place à la mobilité active et partagée
 - • Motorisation zéro-émission pour les " grands rouleurs " (camions, bus, taxis)
 - • Créer des rues scolaires : rues complètement fermées en permanence au trafic routier ; réduction de la pollution estimée à 23%

Notre commune mène une politique très active pour favoriser la sécurité aux abords des écoles et en particulier des passages piétons : marquages, bonshommes PIETO, bollards, zone kiss and ride.

La vitesse limitée 30 km/h tout en améliorent la sécurité et limite les nuisances sonores mais ne réduit pas l'émission de polluants.

Nous favorisons les modes actifs, piétons et cyclistes en équipant nos voiries de signalisations, arceaux et abris vélos, acquisition de vélos électriques,...

Nous sommes évidemment convaincus que l'école a un rôle fondamental à jouer pour promouvoir des attitudes et des pratiques plus favorables à la qualité de l'air, ce qui passe également par une sensibilité accrue à la qualité de l'environnement dans lequel chacun.e évolue et au respect de cet environnement/biosphère dont nous faisons partie intégrante.

A Auderghem, nos équipes pédagogiques, nos élèves mais aussi les parents ont pris la mesure de cet enjeu de santé publique. En effet, 2 de nos écoles, à savoir les centres scolaires du Souverain et du Blankedelle, sont entrées dans le processus des « plans de déplacements scolaires ».

Ce processus, mis en place en collaboration avec l'asbl COREN (mandaté par Bruxelles mobilité), permet d'aider les écoles à rendre les déplacements plus actifs et plus sûrs pour les élèves, leurs parents et les équipes pédagogiques. Il s'agit d'un processus d'une durée de 3 ans comprenant une phase diagnostic, un plan d'action et son évaluation.

Plusieurs actions ont déjà été mises en place comme par exemple un rang vélo hebdomadaire au centre scolaire du souverain, une journée « fluo » et l'initiation au vélo dès la maternelle au Blankedelle, un apport massif de vélos de toutes tailles fournit pas Bruxelles mobilité, une journée vélo organisé pour les élèves de 6e primaire de nos 4 écoles....

Ces initiatives sont portées via un groupe de travail composé de parents, la direction de l'école et surtout nos professeurs de gymnastique qui sont très impliqués autour de ces enjeux. J'en profite d'ailleurs pour les remercier toutes et tous.

Nous espérons pouvoir multiplier ces initiatives dans nos 4 écoles qui sont déjà très actives sur les thématiques liées à l'environnement par les biais des nombreux projets de compost, de marre pédagogiques, et de verdurisation des cours de récréation.

Je peux en tout cas vous assurer que les équipes pédagogiques et les familles sont très engagées sur ces matières, ce qui est évidemment une vraie richesse pour nous.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Christian Grétry

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 07 mars 2022

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Didier Gosuin

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Christian Grétry, *Voorzitter* ;
Didier Gosuin, *Burgemeester* ;
Sophie de Vos, Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey, Didier Molders, *Schepenen* ;
Isabelle Désir, Christophe Magdalijns, Jean-Claude Vitoux, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu Pillois, François Lebovy, Carinne Lenoir, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Lieve Jorens, *Schepen* ;
Véronique Artus, Valérie Cops, Jeremy Van Gorp, Nathalie Wyns, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 24.02.22

#Onderwerp : Mondelinge vraag van mevrouwen Marie-Pierre Bauwens et Pauline Vermeiren (ECOLO-GROEN): luchtkwaliteit rond de scholen in Oudergem #

Openbare zitting

Secretariaat

Mijnheer de voorzitter,
Mijnheer de burgemeester,
Geachte dames en heren schepenen,
Waarde collega's,

Onlangs werd in het kader van de wetenschappelijke samenwerkingscampagne van de vzw "Les Chercheurs d'air" in samenwerking met Leefmilieu Brussel een studie uitgevoerd over de luchtkwaliteit in de omgeving van de Brusselse scholen.

Het doel van deze beoordeling was de blootstelling van schoolkinderen aan stikstofdioxide vast te stellen. Dit is een chemische verbinding die boven een bepaalde concentratie schadelijk is voor de gezondheid en die voor 60% door het wegverkeer wordt uitgestoten. De studie werd uitgevoerd tussen oktober 2020 en november 2021, op 134 verschillende locaties, waaronder 67 scholen en 2 kinderdagverblijven in Brussel.

Volgens de Wereldgezondheidsorganisatie (WHO) mag de stikstofdioxideconcentratie niet meer dan 10 µg/m³ bedragen. Helaas werd deze drempel voor alle Brusselse scholen tussen één en vier keer overschreden, ondanks de vermindering van het verkeer als gevolg van de gezondheidscrisis.

De scholen van Oudergem overschrijden de door de WHO aanbevolen concentratie stikstofdioxide niet meer dan één keer. Voor de school in Blankedelle werd bijvoorbeeld een hoeveelheid van 12,2 µg/m³ opgetekend.

Ondanks het feit dat deze resultaten lagere overschrijdingen laten zien dan in andere gemeenten, geven deze concentraties aan dat verdere inspanningen nodig zijn.

Onze vraag is de volgende:

Wat wordt er gedaan om te proberen de uitstoot van stikstofdioxide verder terug te dringen en zo de luchtkwaliteit in de nabijheid van scholen te verbeteren?

Alvast bedankt voor uw aandacht.

Pauline Vermeiren en Marie-Pierre Bauwens
Gemeenteraadsleden Ecolo-Groen

Antwoord van de heer Alain Lefebvre, mevrouw Élise Willame en mevrouw Sophie de Vos, schepenen:

Geachte mevrouwen gemeenteraadsleden,

De vzw "Les Chercheurs d'Air" heeft een campagne gevoerd om de luchtkwaliteit (NO₂) te meten over een periode van 12 maanden (oktober 2020 - oktober 2021) met de hulp van bijna 60 Brusselaars en 70 scholen (op de speelplaatsen), waaronder de 4 gemeentescholen van Oudergem (Scholencentrum Le Souverain, Scholencentrum Blankedelle, Scholencentrum Pré des Agneaux en Scholencentrum Les Marronniers).

Om de vier maanden werden de monsters door de gemeente verzameld en naar de vzw gestuurd, die ze voor analyse doorstuurde naar het Zwitserse laboratorium "PASSAM AG". Leefmilieu Brussel heeft vervolgens de betrouwbaarheid van de resultaten gecontroleerd en de vzw "Les Chercheurs d'air" heeft het verslag geschreven waarin de campagne en de conclusies ervan worden samengevat.

Uit de resultaten van de campagne blijkt dat

- 132 van de 134 locaties (98,5%) voldoen aan de Europese grenswaarde voor de jaarlijkse NO₂-concentratie van 40 microgram per m³ (µg/m³). Slechts voor twee meetlocaties die zich op de binnenring bevinden, zijn concentraties geregistreerd die deze grenswaarde overschrijden. Er zijn echter besprekingen aan de gang om de Europese normen te verlagen.
- De recente (2021) aanbevelingen van de WHO voor NO₂-verontreiniging (10µg/m³ per jaar) worden overal overschreden waar metingen zijn verricht, en dus ook voor de 4 gemeentescholen in onze gemeente. Deze locaties behoren echter tot de minst vervuilde locaties.
 - • 2e Blankedelle: 12,2 µg/m³
 - • 7e Pré des Agneaux: 13,5 µg/m³
 - • 14e Scholencentrum Le Souverain: 15,0 µg/m³
 - • 26e Scholencentrum Les Marronniers: 17,1 µg/m³
- Het wegverkeer is verantwoordelijk voor 61% van de NO₂-emissies in het Brussels Gewest. Volgens de auteur van het verslag is dit de sector die bij voorrang moet worden gesaneerd om deze verontreinigende stof te bestrijden.
- In het verslag wordt erop gewezen dat, in tegenstelling tot de Europese normen, bij de vaststelling van de door de WHO aanbevolen waarden voor 2021 alleen rekening wordt gehouden met de gevolgen van luchtverontreiniging voor de gezondheid en niet met de sociaaleconomische haalbaarheid van de naleving van de drempels. Alleen de locaties met de laagste blootstelling aan verontreinigingsbronnen, zoals landelijke locaties, voldoen aan de door de WHO aanbevolen drempelwaarden.
- Er zij op gewezen dat de resultaten van deze campagne zijn verkregen bij gunstige omstandigheden voor de luchtkwaliteit, aangezien de gezondheidsmaatregelen die in het kader van de COVID-19-pandemie zijn genomen, de activiteit en met name de intensiteit van het wegverkeer sterk hebben doen dalen.
- Leefmilieu Brussel schrijft dat, om de zeer ambitieuze waarde die de WHO aanbeveelt na te leven, het echter nodig zal zijn om verder te gaan dan de maatregelen die op het niveau van het Brusselse Gewest worden genomen: het is immers essentieel om drastische maatregelen op Europees niveau, en zelfs op mondiaal niveau, in te voeren.
- De vzw "Chercheurs d'air" doet een aantal aanbevelingen:
 - • Een emissievrije zone creëren (toegang voorbehouden aan voertuigen zonder verbrandingsmotor)
 - • Meer ruimte geven aan actieve en gedeelde mobiliteit
 - • Emissievrije motoren voor "zware" bestuurders (vrachtwagens, bussen, taxi's)
 - • Schoolstraten aanleggen: straten die te allen tijde volledig afgesloten zijn voor het wegverkeer; de vermindering van de verontreiniging wordt geraamd op 23%.

Onze gemeente voert een zeer actief beleid om de veiligheid rond scholen en in het bijzonder rond oversteekplaatsen voor voetgangers te bevorderen: markeringen, Piëto-mannetjes, bolders, "kiss and ride"-zones.

De snelheidsbeperking tot 30 km/u verbetert weliswaar de veiligheid en beperkt de geluidshinder, maar vermindert de uitstoot van verontreinigende stoffen niet.

Wij bevorderen actieve vervoerswijzen, voetgangers en fietsers door onze wegen uit te rusten met signalisatie, fietsbeugels en fietsenstallingen, de aanschaf van elektrische fietsen, enz.

Wij zijn er uiteraard van overtuigd dat scholen een fundamentele rol vervullen om de attitudes en praktijken die het gunstigst zijn voor de luchtkwaliteit te bevorderen, wat ook een groter bewustzijn vereist met betrekking tot de kwaliteit van het milieu waarin wij leven en respect voor het milieu/de biosfeer waarvan wij integraal deel uitmaken.

In Oudergem hebben ons onderwijzend personeel, onze leerlingen en ook de ouders de handen uit de mouwen gestoken voor deze uitdaging op het vlak van de volksgezondheid. Twee van onze scholen, namelijk de scholencentra van Le Souverain en Blankedelle, hebben immers een proces opgestart voor "schoolvervoerplannen".

Via dit proces, dat is opgezet in samenwerking met de vzw COREN (in opdracht van Brussel Mobiliteit), kunnen scholen worden geholpen om de verplaatsingen actiever en veiliger te maken voor de leerlingen, hun ouders en het onderwijzend personeel. Het gaat om een proces dat drie jaar loopt, met een diagnosefase, een actieplan en de evaluatie ervan.

Er werden al verschillende acties op touw gezet, zoals een wekelijkse fietsrij in het Scholencentrum Le Souverain, een "fluodag" en kennismaking met de fiets vanaf de kleuterschool in Blankedelle, een massale levering van fietsen in alle maten door Brussel Mobiliteit, een fietsdag georganiseerd voor de leerlingen van het zesde jaar van het lager onderwijs van onze vier scholen, enz.

Deze initiatieven worden uitgevoerd via een werkgroep bestaande uit ouders, de schooldirectie en vooral onze gymnastiekleraren die zeer betrokken zijn bij deze uitdagingen. Ik wil van deze gelegenheid gebruikmaken om hen allen te bedanken.

Wij hopen deze initiatieven te kunnen verveelvoudigen in onze vier scholen, die reeds zeer actief zijn rond milieuthema's via talrijke projecten inzake compost, pedagogische vijvers en de vergroening van de speelplaatsen.

In ieder geval kan ik u verzekeren dat het onderwijzend personeel en de gezinnen zeer betrokken zijn bij deze kwesties, wat voor ons uiteraard een echte troef is.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Christian Grétry

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 07 maart 2022

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Didier Gosuin